



Jeudi 29 MARS 2012

**POUR LA RECONQUETE DE
LA PROTECTION SOCIALE
POUR UN GRAND SERVICE PUBLIC
DE SANTE ET D'ACTION SOCIALE**

⇒ **Journée nationale de grève et de manifestation à l'appel des fédérations CGT des Organismes sociaux et de la Santé-Action Sociale,**

⇒ **Manifestation Départementale à 10H30 à Orléans devant la Préfecture,**

(Manifestation de la préfecture à la place de Gaulle où sera organisé un barbecue revendicatif et une conférence de presse)

Les syndicats C.G.T. du Loiret des organismes sociaux et les syndicats C.G.T. de la Santé et de l'Action Sociale, l'Union Départementale CGT du Loiret appellent les salariés, les retraités, la population à participer à cette manifestation et à faire entendre leurs exigences sociales.

On ne lâche rien Mobilisons-nous

Garantir un haut niveau de protection sociale, d'accès aux soins et de prise en charge éducative qui répondent aux enjeux du XXIème siècle, c'est possible et c'est l'ambition de la CGT.

Actuellement notre pays est malade ! Non pas d'une épidémie passagère, mais d'une pathologie dangereuse et persistante : la recherche constante par le patronat et le capital du profit maximum !

Pour ce faire, dans un contexte où le système capitaliste est à bout de souffle, gouvernement et Patronat s'en prennent avec force à

ce qui fait le pilier de notre société :

Notre système de protection sociale et de santé !

Pourtant dans un contexte mondial fortement inégalitaire, nous voyons bien que l'état sanitaire d'un pays se mesure au niveau de ses engagements dans les dépenses de santé et de protection sociale pour les réponses aux besoins de tous les usagers. Ainsi dans une société dite « moderne », la force de ses engagements constitue une chance pour notre pays, et non pas un danger.

Or jamais notre protection sociale et notre santé n'avaient subi d'attaques aussi puissantes que ces 5 dernières années :

👉 **Dans la Sécurité Sociale**, toutes les branches sont touchées par des fusions, restructurations, abandon de pans entiers d'activités, suppressions massives d'emplois ; la Sécurité sociale survit au rythme des COG (Contrats d'Objectif et de Gestion) qui conduisent globalement à des dégradations des conditions de travail et du service rendu aux assurés sociaux.

👉 **A Pôle emploi** où la fusion ASSEDIC/ANPE a conduit à une situation désastreuse pour les demandeurs d'emplois et les personnels. **A la Mutualité** où les plans sociaux se multiplient notamment par la fermeture de centres de santé. **Dans les Missions Locales** où les conditions d'accueil des jeunes se dégradent de plus en plus.

👉 **Dans la MSA (mutualité sociale agricole) et dans le RSI (régime social des indépendants)** où les mêmes causes qu'à la Sécurité sociale produisent les mêmes effets allant jusqu'à mettre en péril l'existence même de ces régimes. **Dans les groupes de retraite complémentaire** (Caisses de retraite) où la situation se dégrade tant pour les personnels que pour les ayants droits au rythme des fusions et des regroupements d'institutions. **Dans l'Aide à Domicile** où la nouvelle convention collective précarise encore plus les salariés et met en cause la conception même de leur intervention auprès des assurés sociaux.

Pas une activité n'est épargnée.

👉 **Dans la Santé et dans l'Action sociale** encore plus fortement malmenée avec la loi HPST (Hôpital-patients-santé-territoires) et ses conséquences directes sur l'élaboration par les ARS (agence régionale de santé), des Plans Stratégiques Régionaux de Santé, qui ne laissent aucun doute sur « l'intention » gouvernementale de poursuivre sa politique de casse et de démantèlement.

👉 **Dans le privé lucratif**, les activités les plus rentables sont monopolisées, les coûts salariaux réduits, pour dégager toujours plus de profits pour les actionnaires.

👉 **Dans le médico-social** la même stratégie est à l'oeuvre avec un mécanisme de fusions/absorptions des associations.

Dans le même temps les garanties collectives sont remises en cause, notamment par la dénonciation des conventions collectives et les attaques du statut de la fonction publique hospitalière.

Malgré des diagnostics régionaux qui démontrent des carences et des inégalités criantes voire alarmantes pour la population, peu ou pas d'objectifs sont affichés pour reprendre en mains une démarche de développement de la santé pour tous. La région centre dans le domaine est passée dernière.

Pire, les Projets Stratégiques Régionaux de Santé (PSRS) confirment et accentuent le passage au privé lucratif de pans entiers d'activités au détriment de la santé publique. L'hôpital public, fait l'objet d'attaques violentes

au point de remettre en cause les maillages territoriaux d'accès aux soins, avec la fermeture de nombreux services.

Les déserts médicaux se font de plus en plus nombreux avec comme corollaire la mise à l'écart des populations souvent les plus fragilisées. Dans ce contexte on voit bien qu'une prise en charge de la santé à deux vitesses- celle des riches, celle de pauvres - s'accroît dangereusement. Et ce n'est pas la télémédecine qui y remédiera bien au contraire.

Et ce n'est pas fini !

La poursuite des suppressions d'effectifs dans nos secteurs d'activités, et notamment le non remplacement d'un salarié sur deux, si nous ne la stoppons pas va amplifier la déstructuration, l'aggravation des conditions d'accès aux soins et la casse de la santé et de la protection sociale.

De même, l'augmentation de la TVA, en lieu et place de la mise en place d'une TVA dite « sociale » aura les mêmes conséquences — décharger les employeurs et transférer sur l'ensemble de la population une partie du financement de la protection sociale. Pourtant baisser les cotisations sociales n'a jamais créé d'emploi, ni augmenté les salaires.

C'est d'une autre politique dont nous avons besoin, d'autres choix de société !

C'est d'autres réponses dont a besoin notre Pays qui englobent tous les pans de la protection sociale :

le droit à la santé pour tous,

le droit à l'autonomie,

le droit à la maternité, à l'éducation des jeunes enfants, au logement,

le droit de vivre sa vieillesse dignement,

le droit à l'emploi,

le droit à une action sanitaire et sociale, à la protection des plus faibles et des plus démunis.

Et pour cela, il est nécessaire d'agir sur tous les leviers qui contribuent au développement de la protection sociale et de son financement :

👤 **Augmentation des salaires, des retraites et des minima sociaux,**

👤 **Suppression des exonérations des cotisations sociales et patronales,**

👤 **Arrêt de tous les licenciements, des suppressions d'emplois,**

👤 **Réforme de la fiscalité,**

Taxation des revenus financiers et développement d'une politique favorisant les investissements créateurs d'emploi.

« Chacun paye selon ses moyens et reçoit selon ses besoins »

Telle était la devise des créateurs de la Sécurité sociale, en 1945, au sein du Conseil National de la Résistance.

Cela n'a jamais été aussi vrai !

La reconquête de la Protection Sociale est un enjeu majeur pour notre société!

Alors le 29 mars, salariés de la santé, de

l'action sociale et de la protection sociale, salariés du privé du public, -

ENSEMBLE, Manifestons à 10H30 de la préfecture à la place de Gaulle où sera organisé un barbeque revendicatif. -

- Pour gagner la reconquête de la protection sociale
- Pour un grand service public de Santé
- Pour un service public de l'Action Sociale

Cela concerne tout le monde



Salariés, Retraités, Jeunes, Privés d'emploi

BULLETIN DE

CONTACT ET DE

SYNDICALISATION

Je souhaite prendre contact
et/ou adhérer à la C.G.T.

NOM:..... **PRÉNOM :**.....

LIEU DE TRAVAIL/DE FORMATION : _____

ADRESSE : _____

CODE POSTAL : _____ **VILLE:** _____

E-MAIL : _____ **TELEPHONE. :** _____

**À retourner à : USD 45 CGT de la Santé et de l'Action Sociale
10 RUE Théophile Naudy 45006 Orléans cedex 1
Tél : 06 62 34 11 66**